



CTL DU 20 SEPTEMBRE 2018 : SORGUES : VICTOIRE !

Dans les débats qui ont précédé le déroulement de l'ordre du jour, le directeur a évoqué la mise en place du prélèvement à la source (on y revient plus loin) et les perspectives sur l'emploi. Il fait sien au niveau local le discours de la direction générale. Les **suppressions d'emplois** sont légitimes car annoncées par Macron dans sa campagne et votées par le parlement, il faudra faire avec. Il les mettra en œuvre« de la manière la plus équitable, intelligente et humaine ». Il faut donc s'attendre à ce que la vingtaine de suppression d'emplois que subira la DDFIP84 frappe tous les services.

Sur les projets de restructuration de la direction, désignés par le terme bien technocratique d'adaptation des structures et du réseau (ASR) », la plupart des organisations syndicales ont déploré l'absence de documents donnant une visibilité sur les années à venir. Dans l'esprit de la direction, le débat ne porte que sur 2019 et s'est donc résumé à un seul sujet, l'avenir de la **trésorerie de Sorgues**. Et nous avons eu le plaisir d'entendre de la voix du directeur ce que nous subodorions : **le poste ne fermera pas au 1^{er} janvier** comme prévu. L'opposition du maire et l'exigence de la direction générale d'accompagner le projet d'une solution alternative a eu raison de cette décision nuisible pour le service public.

Bien sûr, la CGT a combattu ce projet de toutes ses forces, menant l'intersyndicale, impliquant les agents du poste, associant les élus et aussi les usagers. Nous avons fait lors du CTL du 28 juin dernier, en présence de tous les collègues de la trésorerie, la démonstration du caractère néfaste et injustifiable de ce projet qui n'aurait fait que des perdants. Nous avons rappelé cette position et avons salué ce triomphe du bon sens. Mais **la lutte n'est pas finie** car B. Gautier compte bien réaliser ce sinistre projet dans un an.

Nous avons ensuite attaqué l'ordre du jour avec la **présentation de la recomposition des services de la direction**. Le résultat est assez nébuleux et il est difficile de se prononcer en l'état. On verra à l'usage. La CGT sera vigilante à ce que les agents travaillant en direction, et déjà fragilisés par la disparition de certaines missions, y retrouvent leur compte, ainsi que les services déconcentrés du département, en terme de soutien.

La suite des débats a été consacrée à l'étude du **tableau de bord de veille sociale et de l'enquête sur le climat social à la DGFIP**. Comme le dénonce la CGT depuis plusieurs années, notre administration se dote de nombreux instruments de mesure mais n'agit en rien sur les causes du mal être de ses agents, et en premier lieu les suppressions d'emplois. L'étude de ces documents a dérivé sur un débat consacré aux conséquences de la **mise en place du PAS**. Plusieurs intervenants qui travaillent en SIP et en trésoreries de proximité ont alerté le directeur sur l'afflux d'usagers inquiets. C'est un souci réel dans les accueils et cela laisse

craindre une situation catastrophique en début d'année 2019. Le président en a semblé surpris. Il n'a apparemment pas de remontées de ses chefs de service ! Il s'est engagé à le quantifier. Réelle prise de conscience ou bottage en touche, quoi qu'il en soit, sur ce sujet, les suppressions d'emplois prévues en 2019 seront particulièrement mal venues !

Le sujet suivant fut consacré au **bilan du télétravail**. La CGT est réticente sur sa généralisation sans limites et sans garde-fous. Mais force est de constater qu'il est plébiscité par les agents qui ont participé à l'expérimentation. Elle va donc être poursuivie puis le système sera généralisé avec une limite de 10 % des effectifs de la direction. Aucun service ne sera exclu par principe, sauf incompatibilité des outils informatiques, mais on a du mal à imaginer comment certains collègues pourrait en bénéficier (accueil, caisse,...). De plus on risque d'assister à une course à l'échalote avec un avis prépondérant des chefs de services avec ce que cela comporte comme risque d'arbitraire. Sur ce point, la direction a précisé que le recours au télétravail sera annuel, et que donc, cela pourra « tourner » dans les services.

Sur le **suivi de compétence**, qui concerne les brigades de vérification, la CGT a dit à plusieurs reprises tout le mal qu'elle en pense. L'expérimentation qui aura lieu chez nous à l'air plutôt édulcorée par rapport au projet initial. Le vrai danger, ce sera lors de la généralisation, qui ne manquera pas d'arriver, et que nous combattons.

Le point suivant était consacré à « l'ajustement » du **protocole de fonctionnement du site d'Orange**. Gaguesque, puisque le document initial n'a jamais été soumis à l'approbation du CTL ! Le but est essentiellement de formaliser la modification de la tenue de la caisse. Ce sujet, mal géré lors du rapatriement de la trésorerie municipale dans les locaux de l'hôtel des finances est depuis conflictuel et crée des tensions, y compris entre les agents. Les collègues de la trésorerie vont donc devoir assurer deux demies journées de caisse alors qu'ils sont moins nombreux qu'auparavant ! Allez comprendre.

La CGT a saisi l'occasion pour demander « naïvement » à quoi allait donc bien pouvoir servir un grand espace pouvant contenir une dizaine de postes de travail, ménagé à l'étage de l'HDF d'Orange suite aux travaux de l'ascenseur, au regroupement du PCRP et au départ de la partie « hôpital » de la trésorerie. Les dénégations de la direction n'arriveront pas à nous convaincre qu'il n'y a pas le projet d'accueillir un service dans ces locaux. Les paris sont ouverts : Bolène ? Valréas ? Les deux ?

Suite à l'intervention vigoureuse de la CGT, le directeur a fait un point sur la **situation du SIP-SIE d'Apt**. Ç'aurait été un comble que ce sujet, autrement plus important que certains autres évoqués lors de cette séance, fût passé sous silence. Le relogement de l'ensemble du service est prévu, après quelques travaux, dans les locaux de « la Maison des artistes » et devrait durer au minimum 4 mois. Les travaux sur les locaux actuels devraient coûter environ 500000 € mais une incertitude subsiste sur la volonté de la mairie d'Apt de les louer de nouveau à la DGFIP. Dans le cas contraire, une autre solution serait recherchée, mais sans doute pas dans le centre, où les possibilités sont limitées. La CGT a fait part de la volonté d'une partie des agents de rester dans la partie non endommagée des locaux actuels.

La CGT dénonce une fois de plus les limites de l'exercice. Aucun point à l'ordre du jour ne faisait l'objet d'un vote ! Mais ne boudons pas notre plaisir, l'annonce du recul de la direction sur le projet de suppression de la trésorerie de Sorgues valait à elle seule notre présence !

Pour cela et le reste, tout-e-s et tous en grève et en manif le 9 octobre